

# Les mutations de l'Oise durant la guerre 14-18

Jean-Pierre BESSE (†)

L'Oise figure parmi les départements qui ont eu le triste privilège de vivre la guerre de très près. Son vécu ne se limite pas au nombre des noms inscrits sur les monuments aux morts de ses communes. Elle porte aussi la trace de cette guerre dans ses paysages bouleversés, ses champs de blé ou de betteraves transformés en champs de bataille, ses villes et ses usines désertées ou détruites. Quel fut donc l'impact de cette guerre sur la vie et le comportement des Oisiens : comportement politique mais aussi comportement économique ? Comment les agents économiques locaux ont-ils réagi face à la situation nouvelle imposée par le conflit et surtout par la durée de celui-ci ? Enfin quel bilan peut-on tirer de ces quatre années terribles ?

## De nouveaux comportements politiques

### De l'Union Sacrée...

C'est le 4 août 1914 sous la plume du président de la République, Raymond Poincaré, dans le message adressé aux chambres, que naît cette formule. Elle traduit une attitude d'un caractère exceptionnel. Chacun croit à une guerre courte et consent donc à sacri-

fier provisoirement ses convictions pour assurer l'unité nationale, condition nécessaire à une victoire rapide. Mais elle traduit aussi un mouvement en profondeur au sein de la population française né avant même son emploi par Raymond Poincaré. Dans l'Oise, comme dans le reste du pays, l'Union sacrée s'impose tout naturellement.

Ainsi dans le dernier numéro du *Prolétaire de l'Oise*, organe départemental de la S.F.I.O., le militant beauvaisien Alfred Poisson-Préfossé écrit que « la guerre déclarée, tout le monde doit faire son devoir... » et le même jour, la *Gazette de l'Oise*, journal radical-socialiste, se réjouit de voir, dans les cabinets ministériels, les journalistes convoqués par le ministre de l'intérieur se serrer la main soudain rapprochés « par l'exclusive pensée de servir la patrie le plus utilement possible » alors que jusque-là ils étaient plutôt entraînés « par les passions politiques aux plus ardentes polémiques ». L'auteur de l'article conclut : « Non, vraiment, il n'y a plus à cette heure de partis en France, on ne rencontre plus que des Français, conscients d'un grand devoir à accomplir ».

Symbolique enfin cet échange, en pleine vague germanophile au conseil municipal de Creil le 19 août. Paul Narbonne, élu de la S.F.I.O.

et futur fondateur du parti communiste dans l'Oise, s'élève contre la présence d'Allemands dans la commune et déclare que « la patriotique population de Creil est surexcitée au plus haut point par ces agissements ». Il reçoit aussitôt l'appui de Robert Heuzé, ancien député de droite et future victime de la guerre, qui renchérit : « Il est indéniable que deux des principales usines de Creil sont des usines allemandes, elles occupent en temps ordinaire un grand nombre d'ouvriers allemands dont quelques-uns au moins, sont suspects. La population creilloise qui les supporte en temps ordinaire, par courtoisie, est en ce moment légitimement émue aussi bien de la présence des uns que de la disparition subite des autres ».

Comment enfin ne pas sourire, nous qui connaissons la suite des événements, devant cette déclaration des commerçants de Montataire qui s'imposent « le sacrifice de fournir le lait au prix de 0,20 F. le litre jusqu'à la fin de la guerre », nouvelle preuve de la croyance en la brièveté du conflit.

L'Union sacrée est toujours défendue en 1915 par la quasi-totalité de la presse et du personnel politique départemental. Ainsi, la *Gazette de l'Oise* note dans son numéro du 3

janvier 1915 : « Aujourd'hui, tous les partis fondus en une seule pensée, tendus vers un seul espoir, collaborent à la gloire de la Nation. Cette union, si haute, si belle, c'est parmi les présents de l'An qui commence le plus précieux, le plus estimable et le gage le plus sûr du succès final ». Le même journal, annonçant la mort de Gaston Moutier, journaliste socialiste oisien écrit : « Encore un socialiste qui disparaît après avoir montré que lorsqu'il s'agit de défendre le patrimoine national et l'intégrité du sol il ne saurait plus y avoir de discussions politiques ».

De même au conseil municipal de Creil, le typographe Léon Carluis, élu de la S.F.I.O. et futur fondateur du parti communiste oisien, s'en fait plusieurs fois le fervent défenseur en dépit des dissensions qui règnent au sein de cette assemblée et, en novembre, il accuse même certains de ne pas respecter la trêve politique qu'implique de fait l'Union sacrée. Pourtant les premières lézardes apparaissent.

### La remise en cause de l'Union sacrée

Les premières remises en cause du consensus social qui soutend la politique d'Union sacrée viennent de la classe ouvrière et en particulier des ouvriers qui ont derrière eux une longue tradition de lutte : les boutonniers de Méru. Dans cette commune, haut lieu de la combativité ouvrière, des grèves éclatent dès 1915. L'entreprise Dourain avait fermé ses portes lors de la déclaration de guerre, le patron étant mobilisé. Elle employait alors environ 200 personnes. Réformé en 1915, Dourain réouvre son usine en août. Mais dès le mois de décembre, 80 ouvriers et ouvrières travaillant au forfait

quittent l'atelier suite au refus du patron de supprimer la retenue de 10% qu'ils avaient jusque-là acceptée pour « les diverses dépenses supplémentaires résultant de l'état de guerre ». Des menaces de grèves planent aussi chez Médard-Delamotte à Amblainville, chez la Veuve Cotel et chez Mélin à Méru. Là aussi, le conflit porte sur la retenue sur les salaires. Le travail reprend le 12 décembre lorsque Dourain supprime la retenue. Selon les rapports de gendarmerie, le conflit a été suivi par le tiers des salariés (90 sur 284).

Une autre catégorie d'ouvriers rompt le consensus social, il s'agit des ouvriers agricoles. Ces derniers renouent avec la tradition des bacchanales, ces grèves festives et rituelles qui précèdent durant quelques jours, dans le Valois, la signature des contrats pour la moisson. Entre le 9 et 11 août, dix ouvriers refusent de rentrer la récolte chez le maire de Reez-Fossé-Martin. Ils réclament une augmentation de salaires mais reprennent le travail sans avoir obtenu satisfaction.

En 1916, c'est au tour des usines d'armement d'être touchées par les grèves. Le 9 septembre, 85 gratteuses de pla-

ques de l'usine Saint-Victor de Sérifontaine cessent le travail pour obtenir une augmentation de salaires. Elles exigent, comme leurs camarades de Saint-Denis, 4.60 F. par jour alors que la direction propose 3.30 F. Simultanément dans la même usine, 165 ouvriers appartenant à différentes catégories déposent aussi une demande d'augmentation de 1 F. mais ces ouvriers continuent le travail. La grève des gratteuses de plaques dure onze jours et touche 90 personnes sur les 850 que compte l'usine. Le 20, les ouvrières reprennent aux conditions de la direction et le salaire est porté de 3.30 F. à 3.40 F.

De son côté, la fédération départementale socialiste, où une génération de jeunes militants a remplacé à partir de 1910 les fondateurs guesdistes et blanquistes, se range très vite dans le camp des minoritaires. Après la trêve politique instaurée par la mobilisation puis par l'Union sacrée, les critiques apparaissent, au plan national, à l'intérieur de la S.F.I.O. dès le début de 1915 et se manifestent pour la première fois lors du Conseil national du 15 juillet 1915. L'opposition, les minoritaires, se renforce lors du Conseil national



d'avril 1916. Réunie en congrès à Montataire, le 30 avril 1916, la fédération oisienne vote une résolution dans laquelle, après avoir affirmé qu'aucun de ses membres n'entend faire fi de la défense nationale, elle déclare qu'elle ne veut pas que la France sorte exsangue du conflit et que si elle rejette une paix humiliante elle n'entend pas non plus que la guerre dure un jour de trop. La fédération se prononce en conséquence en faveur de la reprise des relations internationales et du retrait des ministres socialistes du pouvoir. Cette résolution, distribuée aux délégués au Conseil national du 6 août 1916, n'est cependant pas soumise à la discussion. Annie Kriegel estime que la résolution de l'Oise se situe un peu plus à gauche que celle de la Haute-Vienne.

Comme dans le reste du pays, le mécontentement culmine en 1917. Cette année-là, les statistiques officielles enregistrent pour l'Oise dix grèves et 1.751 grévistes, sur un total de 3.116 personnes employées dans les usines touchées, et 2.710 journées de travail perdues. Tous les secteurs sont concernés : la chaussure à Mouy et à Liancourt, la filature et le tissage de la laine à Balagny-sur-Thérain et à Beauvais, la broserie à Béthisy-Saint-Pierre et à Saint-Sauveur, la scierie mécanique à La Croix-Saint-Ouen et la métallurgie à Sérifontaine et à Montataire. Là encore, ce sont les ouvriers qui ont derrière eux une longue tradition de lutte, ceux de la chaussure ou du bois, que l'on retrouve au premier rang. Le bassin creillois qui dispose à la fois de la main-d'œuvre la plus nombreuse et du plus grand nombre d'entreprises travaillant pour la défense nationale est moins touché que les autres régions. Dans neuf cas, l'augmentation des salaires est à



l'origine du conflit. Les grévistes de Balagny-sur-Thérain réclament en outre une diminution de la journée de travail qu'ils souhaiteraient voir ramenée à 10 heures par jour. Les tourneuses d'obus de Montataire demandent, outre l'augmentation de leur salaire, de ne plus avoir à effectuer le réglage de leurs machines-outils. Ces grèves se terminent dans 60 % des cas par une victoire (cinq augmentations de salaires et une indemnité de vie chère), deux par une transaction et deux par un échec. Il est symptomatique que les deux échecs viennent d'une part de la seule entreprise ne travaillant pas pour la défense nationale, les scieries mécaniques de La-Croix-Saint-Ouen, d'autre part de l'intervention du responsable syndical Auguste Génie qui conseille aux grévistes de chez Voirin de renoncer à « leur prétention ». Toutefois, les dossiers de la série M des Archives départementales contiennent des rapports sur des conflits qui ne figurent pas dans les statistiques officielles annuelles des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage. Il s'agit de l'agitation chez les ouvriers boulangers de Beauvais, qui, en février 1917, protestent contre le travail de

nuît, d'un mouvement de grève d'une journée, le 30 avril, chez les ouvrières de l'usine des 100.000 chemises de Creil, d'une grève à l'usine textile Grégoire de Crèvecœur-le-Grand, en septembre 1917 et enfin entre le 1<sup>er</sup> et 4 juin, d'une grève à la fonderie de Liancourt qui emploie 249 personnes dont onze mobilisés. Dans cette commune, où se déroule simultanément une grève des ouvriers de la chaussure, les 238 grévistes réclament une augmentation de salaires, une indemnité de vie chère et une réduction des horaires alors fixés à 11 heures par jour. Ils obtiennent le tarif du contrôle de la main d'œuvre militaire, une indemnité de vie chère de 0.50 F. mais rien sur les horaires.

Ce regain du mouvement gréviste s'accompagne d'une reprise de l'activité syndicale. Il semble qu'une section syndicale provisoire fonctionne dès 1916 à Sérifontaine. À Margny-lès-Compiègne, le 23 septembre 1917, les travailleurs des chemins de fer forment une section. Deux cents personnes assistent à Montataire le 4 décembre à une réunion où interviennent Auguste Génie, Delaplace, Dorchy et Thomann. Signalons toutefois

que sur les 3.000 ouvriers que compte la commune, 700 seulement sont syndiqués.

Le mécontentement perceptible par l'intensification des grèves, le renouveau de l'activité syndicale et l'émergence d'un courant hostile à la politique d'Union sacrée au sein de la S.F.I.O. départementale se manifeste enfin par la multiplication des incidents et des manifestations d'hostilité à la guerre. Le 13 juin 1917, le sous-préfet de Compiègne note dans son rapport au préfet que « l'impression de malaise causé par l'insuccès de l'offensive de Champagne et la Révolution russe persistait encore même s'il n'avait pas l'acuité de la première heure ».

Le 16 juin à Compiègne, soixante personnes se rassemblent place de l'Hôtel de Ville autour d'un sergent, ivre, qui vociférait : « Mort aux vaches ! L'État-Major aux tranchées ! ». Le rapport signale que plusieurs femmes « témoignaient hautement de leur approbation ». Le 14 juin, le sous-préfet de Senlis, cette fois, signale des incidents survenus les 5, 6, et 7 juin et causés par des soldats permissionnaires à Creil, Montataire, Orry-la-Ville, Chantilly et Senlis. Le 17 juin, un train de permissionnaires se rendant au front s'arrête à Montataire. Presque tous les voyageurs en descendent et se mettent à briser les vitres de wagons aux cris de « Civils faites comme nous ! À bas la guerre ! Vive la Révolution ! ». Tous remontent dans le train lorsqu'il se met en marche. Le lendemain place Carnot à Creil, le commandant d'armes ayant fait quelques observations à un soldat qui tenait des propos révolutionnaires fut injurié. Le mutin, menacé d'arrestation, est soutenu par des civils et des militaires et réussit à s'échapper dans la foule. Dans la nuit du 10 au 11 juin, deux affiches

manuscrites sont placardées sur un immeuble situé à l'angle de la rue des Jacobins et de la rue du grenier à sel à Beauvais et sur les urinoirs à proximité de la gare. Le commissaire de police pense que la même personne est à l'origine de ces deux placards. Faut-il voir dans ces deux affiches la manifestation de l'activité du groupe zimmerwaldien qui aurait été fondé dans cette ville par Maurice Dommanget et Marcel Rigault ?

Très vite donc une partie de la classe ouvrière et de ses organisations rompt avec le consensus politique et syndical qu'implique l'Union sacrée. De ce fait l'intégration du monde ouvrier dans la société française apparaît comme une tentative passagère et donc un échec. La circonstance exceptionnelle, la guerre, qui a présidé à sa mise en place perd de son exceptionnalité par le simple fait qu'elle dure. Le processus d'intégration implique des efforts réciproques de part et d'autre. Or les « intégrables » rejettent très vite l'intégration parce que, sans doute, les « intégrants » leur demandent trop d'efforts mais aussi parce que la politique d'Union sacrée évolue trop nettement vers la droite. Le parti radical-socialiste lui-même perd son identité dans un système de valeurs et de références qui est celui de la droite et en 1925, Bouffandeau, secrétaire général du parti mais aussi l'un des chefs les plus influents du radicalisme oisien déclare : « Ces années furent marquées par une crise malade de découragement, ou plutôt d'indifférence politique. Les anciens comités ne se réunissaient plus, il ne s'en constituait pas de nouveaux. La jeunesse semblait s'éloigner de la politique et de nous. Nous étions victimes de notre patriotique abnégation, car, pendant que le parti radi-

cal était muet aux tranchées et à l'arrière, vous savez quel travail de prosélytisme confessionnel s'accomplissait au front et dans les formations sanitaires, vous savez aussi que les autres partis avaient vite repris leur propagande ».

Le paysage politique se modifie donc progressivement. La radicalisation de la classe ouvrière fait perdre au parti radical-socialiste l'influence qu'il conservait dans l'Oise au sein de cette partie de la population, tandis que le patriotisme profite à la droite et surtout aux modérés. Or, ces derniers fournissaient au radical-socialisme oisien, avant 1914, un appui électoral essentiel. Les deux courants qui assuraient cette hégémonie politique du parti valoisien s'émancipent donc. Dans le même temps le paysage économique se modifie pour sa part plus profondément et durablement.

### **Modifications des comportements économiques**

les mutations imposées par la guerre, en ce qui concerne le rôle de l'État obligé d'abandonner sa politique « libérale » et de prendre en main à peu près toute l'activité économique, ont fait l'objet de nombreuses études. L'activité des organisations patronales, industrielles et agricoles, leurs relations avec les pouvoirs publics et la vie des entreprises ont été étudiés pour les secteurs les plus organisés et les plus structurés, et ils sont peu nombreux à l'époque, dans des monographies de quelques entreprises et dans les biographies de grands industriels. En revanche, les travaux menés au plan local ou régional sont beaucoup moins nombreux, on se heurte là inévitablement à la faiblesse des organisations patro-

nales et surtout à l'absence d'archives des entreprises. Enfin, l'activité des pouvoirs locaux, principalement les municipalités, et leur rôle nouveau restent un champ ouvert à la recherche historique. Ici ce n'est pas l'absence d'archives qui est en cause mais au contraire leur abondance, leur hétérogénéité et leur dispersion.

Même si au lendemain de la guerre d'anciens comportements « traditionnels » font leur retour en force, même si de nombreux offices, comités et autres consortiums disparaissent dès 1920, le rôle de la guerre dans l'expansion des organisations patronales, la modernisation et la concentration industrielle est indéniable. De même les expériences menées alors seront réutilisées dans l'avenir lorsqu'il s'agira une nouvelle fois d'affronter des circonstances exceptionnelles, que ce soit la crise des années 30 ou la période de l'Occupation. Quelles sont donc les réponses apportées par les agents économiques locaux aux deux grands problèmes posés par la guerre : celui de la main-d'œuvre, du chômage à la pénurie, et celui ravitaillément ?

### Le problème de l'emploi

Le problème de l'emploi n'a pas la même acuité dans l'agriculture que dans l'industrie et il ne se pose pas de la même manière dans toutes les régions. À la campagne la pénurie de main-d'œuvre est pour l'agriculture oisienne une préoccupation ancienne, mais elle se trouve accentuée par la mobilisation des hommes ainsi que par la rupture des circuits traditionnels de recrutement de la main-d'œuvre temporaire. En 1914, le Valois ne semble pas être très touché dans la mesure où la population indus-

trielle est venue spontanément chercher du travail dans les campagnes environnantes. Les documents ne permettent pas de connaître la situation pour les années suivantes mais il faut constater que cette région n'est jamais citée parmi celles souffrant du manque de bras. Tout au plus déplore-t-on quelque fois le manque d'ouvriers spécialisés (conducteurs et réparateurs). Même constatation pour le Beauvaisis où les petites entreprises des industries traditionnelles, en fermant, ont libéré des hommes et des femmes pour les travaux des champs.

La situation en revanche est différente dans le Vexin et surtout dans l'arrondissement de Compiègne. Dans le Vexin, les salaires accordés aux terrassiers pour les tranchées enlèvent les ouvriers aux agriculteurs. Dans l'arrondissement de Compiègne c'est la proximité du front qui accentue les difficultés. Le 16 janvier 1915, le bureau de la Société des Agriculteurs de l'Oise constate que dans l'arrondissement de Compiègne, deux cantons, ceux d'Éstrées-Saint-Denis et Compiègne, ont

repris leur vie presque normale mais qu'en raison de la pénurie de main-d'œuvre il reste encore des betteraves à arracher et que les ensemencements de blé ne sont guère plus qu'à moitié de ce qu'ils sont habituellement. On pourrait multiplier les remarques allant dans le même sens en 1916, 1917 et 1918. Les améliorations sont toujours de courte durée et les agriculteurs sont sans cesse obligés de réclamer des mesures et d'intervenir auprès des autorités militaires ou civiles. La S.A.O. se dépense sans compter pour alléger les difficultés des agriculteurs.

C'est pour répondre aux conditions nouvelles imposées par la guerre que les organisations agricoles oisiennes se dotent d'un organe de presse départemental, là où n'existaient avant guerre que des bulletins par arrondissements. *La Défense Agricole* publie de février à juin 1915 quelques numéros en dépit des difficultés matérielles et des communications difficiles entre Beauvais et Compiègne où réside son rédacteur en chef Fleurant Agricola. La santé de ce dernier oblige le journal à



Carte postale avec légende également en anglais et en espagnol : « Nos courageuses Françaises, des pays reconquis dont les fils, les maris, les frères, ont été emmenés en otage, se livrent aux plus durs travaux des champs pour sauver la récolte. Oise 1917 ».

interrompre sa parution. Mais dès le 13 novembre suivant le bureau de la S.A.O. arrête le principe de la parution d'un organe sous son contrôle. C'est chose faite le 4 décembre 1915 avec le premier numéro du *Bulletin de la Société des Agriculteurs de l'Oise*, organe agricole, économique et social sous les auspices de la S.A.O. Bi-mensuel, ce bulletin a pour rédacteur en chef Eugène Andrieu, secrétaire général de la S.A.O., Ce journal est destiné à « les (les agriculteurs) renseigner en cette période troublée sur une foule de questions que les circonstances ont rendues plus délicates, les éclairer sur les multiples affaires qui les intéressent ».

Jusqu'à la fin de la guerre, le Bulletin de la S.A.O. va mener campagne en faveur du règlement du problème de la main-d'œuvre, multipliant les interventions auprès des autorités, conseillant les agriculteurs, les informant des différentes mesures prises et des possibilités offertes. Il va par ailleurs encourager les agriculteurs à assurer la nourriture du pays en augmentant les surfaces emblavées, en améliorant les techniques de culture et particulièrement en encourageant la mécanisation de l'agriculture oisienne. Informer, bien faire connaître son action, défendre ses positions et préparer l'après-guerre tels sont les objectifs de la S.A.O. qui transparaissent nettement au travers des différents numéros de son bulletin. Appelé à jouer un rôle important dans la presse départementale, il faudra se souvenir que le Bulletin est né pendant la guerre et de la guerre.

Dans l'industrie, là encore la situation varie d'une région à l'autre mais il faut aussi faire intervenir la chronologie et surtout tenir compte des différentes branches industrielles

car c'est à ce niveau que les différences se manifestent.

Comme dans le reste du pays, la mobilisation entraîne le développement du chômage progressivement la vie économique reprend. Par exemple les Forges de Montataire, premier employeur du département, reprennent le 15 septembre mais certaines usines ne réouvriront plus. Il s'agit d'abord de celles qui se trouvent proches du front ou dans la zone même des combats. Ainsi la filature installée dans l'ancienne abbaye d'Ourscamps et qui employait à la veille de la guerre environ 800 personnes est détruite et ne reprendra jamais ses activités. La broserie Loonen à Tracy-le-Mont et la Société Industrielle de Produits Chimiques de Trosly-Breuil sont fermées. Loonen se replie sur Montargis alors que les activités et le personnel de la seconde sont transférés à Beaucaire. Il s'agit aussi de la plupart des petites entreprises dont j'ai montré l'importance dans les secteurs traditionnels. Leurs productions ne sont pas utiles dans le cadre de la mobilisation industrielle et elles ne peuvent pas, faute de capitaux, se

reconvertir. D'autres usines réouvriront beaucoup plus tardivement, parfois après 1915, comme par exemple la Société Française des Fapiers Peints de Balagny-sur-Thérain, l'orfèvrerie d'Ercuis ainsi que de nombreuses fabriques de chaussures. Cette tardive réouverture s'explique par les mêmes raisons que précédemment : leur « inutilité » pour la défense nationale et leur réticence face à une reconversion qui leur permettrait de rentrer dans la catégorie des usines de guerre.

Cette catégorie regroupe la plus grande partie des entreprises du département. Elles sont, en janvier 1917, 127 dans ce cas et emploient 11.717 personnes. Tous les secteurs sont concernés mais pas de la même façon. Les entreprises métallurgiques sont les plus nombreuses, elles voient leurs effectifs gonfler démesurément : Les Forges de Creil emploient 2.000 personnes, celles de Montataire 1732, celles de Beauvais 1076, l'usine de Sérifontaine 1150. Elles n'hésitent pas à se moderniser pour répondre aux demandes de l'armée. Ainsi les Forges et Laminoirs de Creil construi-



Les bâtiments détruits de la filature d'Ourscamps.

sent un second four Martin en 1917, un an après avoir allumé le premier, et la Société des Métaux de Sérifontaine monte quinze fours à bascule nouveaux. L'industrie chimique est aussi concernée. En 1917, la Société Nationale des Matières Colorantes construit une usine entre le chemin de fer et l'Oise sur les communes de Rieux et Angicourt et un laboratoire d'essais à Nogent-sur-Oise. Le site de l'usine n'est pas choisi au hasard. Outre les avantages géographiques en particulier au niveau des moyens de communication dont elle dispose, l'usine est située en face de celle de la Compagnie Parisienne des Couleurs d'Aniline, sous séquestre depuis le début du conflit. Enfin quelques entreprises du textile et de la chaussure, généralement les plus importantes, travaillent aussi pour la défense nationale. Certaines pour ce faire modifient totalement leur production, malheureusement l'absence de documentation ne permet pas de comprendre pourquoi certaines entreprises ont pu ainsi se reconverter alors que d'autres se sont trouvées dans l'impossibilité de le faire.

En conséquence dans certaines régions, le bassin creil-

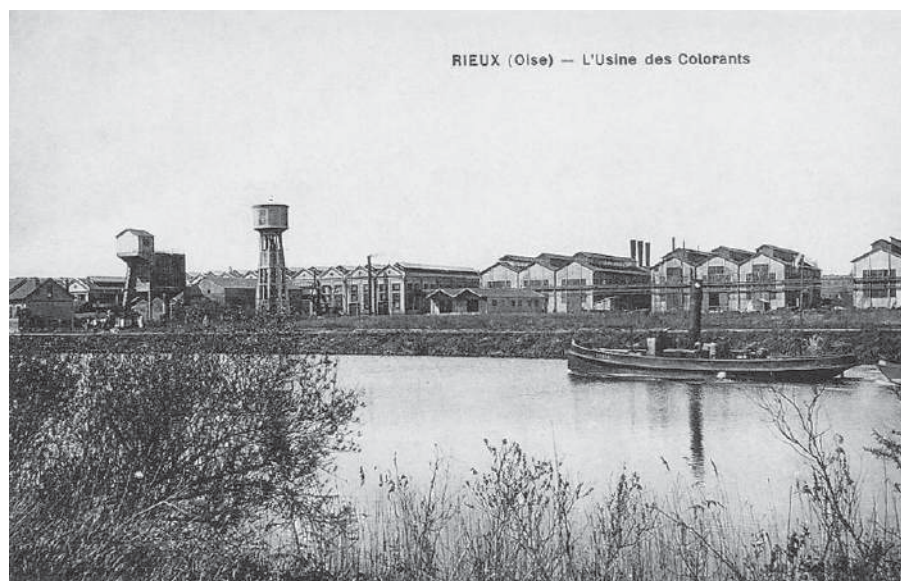
lois en particulier, règne la pénurie de main-d'œuvre alors qu'ailleurs, dans l'arrondissement de Beauvais principalement, sévit le chômage. Le marché du travail ne se rééquilibre pas avant 1917. Dans l'enquête réalisée au printemps 1915, si le maire de Grandvilliers se réjouit que les ateliers reprennent progressivement et qu'il n'y ait pas de personnes chômant complètement grâce aux travaux agricoles et si celui de Moliens note que le chômage est absent « grâce à l'usine Bloquert et Davesne qui travaille pour la défense nationale », on recense 55 brosiers et brosières au chômage à Abbecourt, 50 à Sainte-Geneviève, 60 à Warluis, 45 à Noailles, 35 à Notre-Dame-du-Thil, 32 à Fresneaux-Montchevreuil, 43 à Saint-Just-des-Marais. Mais la broserie n'est pas le seul secteur en difficulté, l'industrie de la chaussure est aussi touchée : 152 chômeurs à Liancourt, 35 à Mogneville et 50 à Mouy. Le 18 mars 1915, Beauvais compte encore 528 chômeurs, 322 hommes et 206 femmes, et la ville en emploie 120 dans des chantiers qu'elle a ouverts spécialement. Le chômage ne régresse dans cette commune

qu'à partir du début de 1916 et la caisse de chômage créée en janvier 1915 est supprimée le 14 août 1916, il n'y a plus alors que 31 inscrits. Même si le plein emploi ne réapparaît pas, la situation semble s'améliorer dans l'arrondissement de Beauvais en 1917. Pendant ce temps, les usines du bassin creillois multiplient les offres d'emploi et leur réitération prouve bien les difficultés rencontrées dans cette région.

En 1918, le rapport de l'Inspecteur départemental du travail dresse un tableau nuancé de l'activité industrielle et commerciale de l'Oise durant l'année 1917, il note en effet que « certaines catégories ont progressé, d'autres ont rétrogradé ». Il apparaît surtout que la guerre n'a fait qu'accélérer les évolutions constatées depuis 1900 : expansion de l'industrie métallurgique et de l'industrie chimique, croissance industrielle de l'arrondissement de Senlis, marasme des secteurs traditionnels avec élargissement dans ces secteurs du fossé séparant les petites entreprises des grandes entreprises.

### Le problème du ravitaillement

On connaît bien maintenant l'action fondamentale d'Étienne Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie et des P.T.T. d'octobre 1915 à 1920 pour inciter les entreprises à s'organiser afin de satisfaire aux demandes militaires. Pour ce faire, il pousse les industriels à organiser des consortiums ou des offices pour répartir et distribuer entre les entreprises les matières premières nécessaires à la mobilisation économique. À la fin de l'année 1916, une circulaire est envoyée dans les départements, elle donne la marche à suivre pour créer un



La nouvelle usine de Rieux.

comité chargé de prospecter les marchés charbonniers puis de distribuer le charbon. Cette circulaire est très vite appliquée dans l'Oise.

En effet, en novembre 1916 est créé l'Office départemental du charbon, organisme de contrôle et de répartition administré, sous l'autorité du ministère du ravitaillement, par un conseil composé des représentants des municipalités, des industriels et des négociants en charbon. Sous son contrôle fonctionnent deux groupes charbonniers chargés de la partie purement commerciale. Le premier est chargé du commerce du charbon domestique et pour la petite industrie (moins de 120 tonnes). Il prend la forme d'une société anonyme à capital variable formée en décembre 1916 par 17 négociants en charbon du département. Le second, chargé du commerce pour la grande et la moyenne industrie (plus de 120 tonnes par an) naît à l'issue d'une réunion tenue le 4 janvier 1917 à la chambre de commerce de Beauvais sous la présidence du sénateur Dupont. À cette réunion assistent le préfet, un représentant du ministère des travaux publics ainsi que

le président et administrateur-délégué du groupement charbonnier. Il prend le nom de « Comité industriel charbonnier de l'Oise », société anonyme au capital variable, fixé initialement à 100.000 F. L'action est de 500 F., le maximum de souscription est fixé à vingt actions, le versement exigible à la souscription est du quart, le surplus sera versé, si nécessaire, suivant les appels du C.A. Les archives du comité industriel charbonnier ont été retrouvées dans les archives Communeau sauvées de la destruction par l'Écomusée du Beauvaisis. Georges Communeau fut en effet le président de ce comité et son gendre Georges Woillez, le directeur. Outre le sénateur Dupont et Communeau, les promoteurs du comité sont Edmond Laine, A. Gueudrée, minotier à Clermont et G. Troendlé, ingénieur-constructeur à Montataire.

Plusieurs facteurs ont présidé à la création de ce comité. À la fin de 1916, la pénurie de charbon menace l'activité de nombreuses entreprises même celles travaillant pour la défense nationale. Les patrons brandissent la menace du chômage pour justifier leurs

demandes et la liste serait trop longue à dresser de ceux qui annoncent qu'ils ferment le soir même leur usine sans que l'on sache si cette annonce relève du chantage ou est suivie d'effet. Face à cette situation de pénurie, après avoir essayé, en vain, de faire intervenir les municipalités, de nombreux industriels choisissent de prendre directement en mains leur approvisionnement en charbon. Certains dénoncent en effet l'incapacité de l'État à assurer ce ravitaillement. La lettre de Angot, industriel de Méru, est à ce niveau exemplaire : « En votre qualité de grand industriel vous vous rendez compte mieux que personne du lamentable gâchis dans lequel nous font patauger les administrations publiques. Il serait injuste de ne pas reconnaître les lourdes difficultés au milieu desquelles elles ont à se mouvoir mais il faut constater aussi que si les industriels faisaient chacun dans leur coin le dixième de leurs sottises, ils feraient avant un an la connaissance intime des huissiers et des syndics de faillite ».

Mais la méfiance des industriels n'est pas uniquement tournée vers l'État, elle est aussi dirigée contre le groupe-

Taxe principale.....

Réponse payée.....

TOTAL.....

INDICATIONS DE RÉCEPTION.

*Cue*  
*10 48*

Télégramme.

INDICATIONS DE TRANSMISSION.

*18 août*

NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION.	ORIGINE.	NUMÉRO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPART.	MENTIONS DE SERVICE.
<i>B</i>	<i>Creil</i>	<i>497</i>	<i>76</i>	<i>18</i>	<i>10.20</i>	

*off*

*Chief Brigade gendarmerie creil a commissaire special beauvais =*  
*1: 19 ouvriers espagnols partis de creil sont bien arrivés*  
*forges et laminoirs creil aucun manquant 2: 493 ouvriers italiens*  
*partis de modane sont arrivés saintmaximin 31 mars aucun manquant*  
*3: aucune usine circonscription travaillant pour défense nationale ou services*  
*publics n'a arrêté ou est sur point d'arrêter fabrication faute*  
*de combustible ou matières premières la plupart possédants*  
*charbon pour moyenne 15 jours a trois semaines*

100 - 1/8 R. J. 656. - Juillet 1918

# GROUPEMENT CHARBONNIER DE L'OISE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

(Capital actuel : 150.000 Francs)

GROUPEMENT DE LA PRÉFECTURE DE L'OISE

Fonctionnant sous le Contrôle de l'Office Départemental des Charbons

ment charbonnier constitué quelques jours avant par les négociants. Ainsi, dans une lettre, datée du 22 janvier 1917, adressée au président de l'Office des Houillères du Pas-de-Calais, Georges Woillez écrit que « cette formation a été nécessitée par la décision de l'office ministériel des charbons qui voulait nous l'attacher au groupement charbonnier déjà formé dans notre département pour les foyers domestiques et la petite industrie ». Créé par les industriels pour les industriels, ce comité connaît très vite un certain succès ainsi la Société Industrielle des Produits Chimiques de Trosly-Breuil, bien que ne fonctionnant plus, souscrit « par solidarité » trois actions. Toutefois, le succès est moindre dans la métallurgie. Burton déclare devoir attendre l'avis de son administrateur et les Forges de Montataire préfèrent ne pas charger le groupement avec ses 6.000 tonnes par an.

Les industriels ne sont pas les seuls à devoir affronter de nouvelles tâches et assurer de nouvelles fonctions. Les municipalités doivent elles aussi assurer le ravitaillement en charbon mais en plus elles doivent assurer le ravitaillement en denrées alimentaires et surtout lutter contre le chômage ou plus exactement en diminuer les effets.

## Le nouveau rôle des municipalités

Avant guerre, les conseils municipaux avaient pour acti-

tivité essentielle la gestion de la commune en assurant son équipement (école, éclairage, entretien des routes). L'aide aux plus démunis confiée au bureau de bienfaisance, qu'une loi de 1873 avait rendue obligatoire dans chaque commune, ne représentait ordinairement qu'une partie infime de leur action. La guerre oblige les édiles municipaux à inverser leurs priorités. L'aide à la population devient l'activité majeure et même unique à certains moments. De plus, la durée du conflit modifie les données de départ et oblige les municipalités à intervenir de plus en plus souvent et activement dans des secteurs jusque-là totalement en dehors de leur champ de compétence.

Les premières semaines se caractérisent par une grande improvisation, il faut faire vite, il faut tout organiser et il faut trouver l'argent nécessaire. La situation varie considérablement suivant la taille de la commune, la composition socio-professionnelle de sa population mais aussi suivant les revenus dont elle dispose.

Il faut venir en aide aux réfugiés qui fuient devant la progression des troupes allemandes et ne peuvent plus regagner leur domicile. Le 15 décembre 1915, on en dénombre encore 288 à Creil et en juin 1917, 5.243 dans tout l'arrondissement de Clermont. Il faut surtout subvenir aux besoins de tous ceux qui sont privés de revenus du fait de la mobilisation du chef de famille en attendant le versement des allocations allouées par

l'État ou de ceux qui ont perdu leur emploi à la suite de la fermeture des usines alors que de nombreux commerçants sont fermés. Dans de nombreuses communes, les plus rurales, les plus petites, l'action se cantonne à venir en aide en 1914 aux familles des mobilisés et encore toutes ne réagissent pas comme Catenoy (530 habitants) dont le conseil municipal vote, le 4 août 1914, un crédit de 1.000 F. pour « secours pendant la mobilisation aux familles dont le chef est sous les drapeaux ». En effet des communes plus importantes comme Chambly (1.882 habitants), ou plus ouvrières comme Berthecourt, (656 habitants), se contentent de mesures très provisoires voire même ne prennent aucune mesure. Mais les communes ouvrières doivent mener de front l'aide aux familles des mobilisés et l'aide aux chômeurs.

Le 9 août, une cantine municipale est ouverte à Clermont. Elle reçoit 250 personnes au début puis 560 en septembre-octobre. Le chiffre diminue à la suite du versement des aides accordées par l'État pour tomber à 240 personnes en moyenne en janvier 1915. Cette cantine ferme le 31 janvier 1915 quand le bureau de bienfaisance reprend son service. À Creil, le 10 août, on sert des soupes populaires comme à Méru. Dans cette commune la municipalité distribue 800 rations journalières aux familles sans travail pendant le mois d'août. Le nombre décroît jusqu'au jour où les femmes des mobilisés perçoivent les

N° 13,745

DONNANT DROIT A LA TOMBOLA GRATUITE



JOURNÉE DE L'OISE  
(PLAQUETTE COMMÉMORATIVE)

premières allocations militaires : 732 rations en septembre, 500 le 30 octobre et 400 le 12 novembre. Parallèlement, toujours à Méru, la municipalité ouvre des chantiers communaux qui comprennent des travaux faciles pour lesquels aucun apprentissage préalable n'est nécessaire tels que travaux de terrassement et de ramassage de cailloux et pour la main-d'œuvre féminine des travaux de couture. Les travaux de fortifications et la réouverture progressive des usines font reculer le chômage et la réouverture de l'usine Dourain en 1915 le fait disparaître. Le maire écrit le 27 avril 1915 : « À l'heure actuelle, il n'y a plus aucun chômeur dans Méru et l'œuvre des soupes populaires n'a plus qu'à soutenir les familles nécessiteuses et les vieillards qui constituaient avant la guerre la clientèle habituelle du bureau de bienfaisance ».

La municipalité de Beauvais est confrontée au même pro-

blème. Le conseil municipal crée une caisse de chômage dans sa réunion du 29 janvier 1915 et vote un crédit de 40.000 F. pour son fonctionnement. Cette caisse ne sera supprimée que le 14 août 1916. À Chambly, la municipalité occupe à partir du 5 septembre 1914 des ouvriers à des travaux d'appropriation, la durée du travail est fixée à 6 heures, les hommes reçoivent 0,25 F. de l'heure, les femmes 0,20 F. et les enfants de plus de 15 ans 0,15 F.

Lorsque le versement des allocations vient alléger la charge des municipalités et lorsque le chômage s'estompe, rappelons cependant qu'il reste important dans certaines régions jusqu'en 1916, les bureaux de bienfaisance reprennent leur rôle traditionnel. C'est alors à la question du ravitaillement que les pouvoirs locaux doivent se frotter.

Parfois le problème a dû être résolu très tôt, c'est le cas pour le charbon en particulier. À Chambly, le 3 octobre 1914, à

l'approche de l'hiver, le conseil aborde cette question et y revient une semaine plus tard. On annonce alors que l'usine Vermand de Bornel, fermée, accepte de rétrocéder une certaine quantité de charbon à la commune. Le conseil vote une somme de 760 F. à prendre sur les crédits chauffage du budget primitif et du budget additionnel. À Senlis, le 26 février 1915, le conseil municipal décide de s'approvisionner directement en charbon pour le fonctionnement du service des eaux car l'adjudicataire ne peut plus tenir ses promesses. À Creil, le 30 janvier 1916, les élus socialistes Léon Carluis et Paul Narbonne obtiennent la création d'un comité mixte, conseil municipal et industriels, chargé de veiller à l'approvisionnement de la ville en charbon. Ce comité fonctionne à partir du 2 février sous la présidence du radical-socialiste Lerin et distribue du 21 février au 8 juillet 1916 5.470 bons de 50 kilogrammes pour

une valeur totale de 16.410 F. La création du groupement charbonnier simplifie la tâche des élus qui cependant se plaignent de recevoir un contingent insuffisant.

Le ravitaillement en denrées alimentaires devient de plus en plus difficile du fait de la poursuite de la guerre mais aussi de la hausse des prix. Les conseillers municipaux socialistes de Creil s'inquiètent régulièrement de la hausse considérable du prix des produits de première nécessité et obtiennent en juillet 1917 la création d'une commission de ravitaillement dotée d'un crédit de 30.000 F. Eugène Alargent propose à cette commission la création d'une boucherie municipale comme il en existe alors à Senlis, Beauvais et Montataire. Outre une boucherie municipale qui fonctionne du 1<sup>er</sup> octobre 1916 au 11 juin 1922, le conseil municipal de Beauvais a aussi organisé un magasin municipal d'approvisionnement. Signalons enfin que la Société Fichet décide pour « combattre la vie chère » d'ouvrir un restaurant ouvrier en septembre 1918. Le prix du repas est fixé à 2,25 F. et cinquante repas sont servis tous les jours.

Que ce soient les secours aux chômeurs, le fonctionnement de cantines municipales ou de soupes populaires, le ravitaillement en charbon ou en denrées alimentaires toutes ces dépenses doivent être financées. La générosité de quelques notables, telle la princesse Murat qui fait don le 18 août de 500 F. à la commune de Chambly ou de la population, auprès de qui sont lancées des souscriptions ne suffit pas à satisfaire les besoins.

Ce sont donc les budgets municipaux qui vont devoir répondre à ces besoins. L'année 1914 est la plus difficile puisque rien n'était prévu au

budget primitif. Les années suivantes, la suspension provisoire de nombreuses dépenses d'investissement libère des crédits et les difficultés s'estompent. Là encore, il a fallu improviser et chaque conseil tâtonne avant de trouver une solution. Le plus souvent, les conseils puisent dans leurs réserves accumulées lors des exercices précédents. La commune de Chambly termine l'année 1914 avec une baisse de plus des deux tiers de son excédent budgétaire (3734.40 F. pour l'exercice 1913 et 1063.46 F. pour celui de 1914) et pourtant la municipalité n'a eu qu'une action restreinte ce qui n'est pas le cas de nombreuses autres communes.

Dès le 3 août 1914, le conseil municipal de Creil vote un crédit de 50.000 F. pour la création de cantines municipales et pour l'achat de denrées nécessaires au ravitaillement de la population. Cette somme est prélevée sur les fonds réservés pour la construction d'une salle de réunion (38.100 F.) et le reste sur les fonds disponibles. En 1914, l'excédent cumulé des recettes des budgets antérieurs représentait 116.119,16 F., le déficit enregistré en 1914, 60.276,84 F, l'ampute de moitié et le ramène à 60.276,84 F. En 1915, l'excédent est de retour (6.788,95 F.) mais c'est au prix d'économies réalisées sur d'autres postes budgétaires.

À Senlis le crédit de 5.000 F. voté en août est déjà épuisé au début décembre. Les dépenses alors engagées se chiffrent en effet à 16.000 F. et la souscription ayant rapporté 6.000 F. L'excédent cumulé des budgets antérieurs à 1914 s'élevait à 16.111,12 F., l'exercice de 1914 se terminant par un déficit de 8.905 F. là encore l'excédent se trouve réduit de plus de moitié.

Mouy est confronté à des difficultés beaucoup plus grandes

encore. Le 6 août, le conseil municipal adopte le principe d'un emprunt pour ravitailler la ville et subvenir aux besoins des femmes et des enfants mais il reconnaît aussi que « dans les conditions actuelles cet emprunt est difficile à négocier ». Il décide donc de faire appel à l'épargne publique et en particulier aux propriétaires. L'emprunt lancé alors est de 6.000 F. avec intérêts de 3,5% et est remboursable à la fin des hostilités, au moyen d'un nouvel emprunt auprès de crédit public. Le préfet refuse cette solution et, le 27, demande de « désaffecter d'abord tous les crédits non utilisés et dont l'emploi peut être différé ». Le conseil dégage alors une somme de 8.145 F. mais le 29 novembre 1914, Léopold Rabbé, adjoint faisant fonctions de maire annonce que les recettes désaffectées sont épuisées. La ville émet alors 250 bons de 100 F. portant intérêts à 5 % et des bons de paiements pour les ouvriers pour une somme de 4.000 F. Le conseil municipal évalue le 21 février 1915 les dépenses depuis le début des hostilités pour les travaux destinés à remédier au chômage à 25.000 F.

À toutes ces dépenses nouvelles s'ajoutent à partir de 1917 le versement des indemnités de vie chère aux employés municipaux. Le terme « cherté de la vie » fait son apparition à la fin de l'année 1915 dans la presse locale.

Dans le même temps les communes voient leurs recettes diminuer en particulier l'octroi. À Mouy l'octroi qui avait rapporté à la commune 35.476 F. en 1913 n'en rapporte plus que 17.849 en 1919. À Senlis la baisse par rapport à 1913 est de 60%. Les dépenses imposées par les événements de guerre à la ville de Creil sont estimées à 62.200 F. alors que dans le même temps la diminution de la part reve-

nant à la commune sur les patentes telle qu'elle résulte de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1918 est estimée entre 1914 et 1919 à 24.720,50 F. C'est donc la pression fiscale qui permet aux municipalités de faire face à ces nouvelles dépenses. Alors qu'en 1914, 243 communes prélevaient plus de 100 centimes additionnels pour équilibrer leur budget, elles sont 407 dans ce cas en 1920, la moyenne départementale passant durant la même période de 91,03 centimes à 126,20. Seul point « positif » : l'inflation qui permet à toutes les communes de diminuer le poids de leur endettement. Il faut signaler aussi que l'impossibilité d'emprunter et l'abandon de certains projets jouent aussi dans ce sens. Parmi les grandes villes seules Beauvais, Senlis et Chantilly ont vu leur endettement augmenter durant la période

La guerre oblige donc les agents économiques locaux à s'organiser, à modifier leur comportement habituel. Cette modernisation du comportement économique est imposée par un facteur exogène, la guerre. Cette guerre dont le bilan est ici beaucoup plus lourd que dans le reste du pays.

### Le bilan de la guerre

#### Le recul démographique

Globalement, le département de l'Oise perd 24.597 habitants soit 6,2% de sa population entre 1911 et 1921. L'arrondissement de Compiègne est le plus touché et enregistre un recul de 13,2% (96.232 à 83.528 habitants). Ceux de Beauvais et de Clermont, pourtant situés en dehors de la zone des combats perdent respectivement 6,4 % et 5,3 %. L'arrondissement de Senlis, pourtant dans

la zone des combats pendant quelques mois, gagne en données brutes (110.991 habitants en 1921 contre 109.746 en 1911) comme en pourcentage (+ 1,1 %).

Six cantons voient leur population augmenter. Quatre sont situés dans l'arrondissement de Senlis, un dans celui de Compiègne, il s'agit de celui d'Éstrées-Saint-Denis situé à l'arrière du front et qui a servi de zone de repli; le quatrième est celui de Formerie qui doit sa performance (+ 3,5 %) aux chemins de fer.

Sur 700 communes, 134 sont en expansion démographique, 5 sont stables, 233 perdent entre 0,1 % et 10 %, 180 perdent entre 10,1 % et 20 %, 85 perdent entre 20,1 % et 30 % et 43 communes perdent plus de 30% de leur population.

La présence d'une ou de plusieurs usines travaillant pour la défense nationale est l'explication première de la croissance démographique, mais le développement ou l'installation d'un noeud ferroviaire est la seconde explication. Ainsi Margny-lès-Compiègne gagne 17,3% et la petite commune d'Abancourt dans le canton de Formerie 10,3%. Dans cette localité, le nombre des salariés de la Compagnie des chemins de fer du Nord est passé de 35 en 1911 à 84 en

1921. Les nouveaux venus sont originaires de la Somme, du Pas-de-Calais, du Nord et de la Seine-Inférieure.

En revanche, les communes dont l'activité reposait sur les industries traditionnelles sont frappées de plein fouet par le recul démographique. Liancourt perd 7,2 %, Méru 6,4 %, Mouy 11,4 % et Breteuil 13,6 %.

Au-delà du nombre des victimes, l'éloignement momentané ou définitif des personnes évacuées explique en partie cette évolution. Sur 107.208 personnes évacuées depuis le début de la guerre, seulement 61.478 sont rentrés le 1<sup>er</sup> juin 1919.

Pendant le recensement de 1921 n'apporte pas que des informations négatives. Il révèle d'abord une augmentation, certes minime mais réelle, du nombre des jeunes dans la population, les moins de 20 ans passent de 34,4 % à 34,9 %. Les personnes ayant entre 20 et 64 ans ne sont plus que 59,2% contre 66,4%. D'autre part, la population étrangère augmente et passe de 11.760 à 17.695. Les Belges forment encore, et de très loin, la colonie la plus nombreuse, avec 11.191 unités, ils représentent 63,1% de la population étrangère. On ne s'étonnera pas de voir le nombre des Allemands s'effondrer (448 à 39), les



28 COMPIÈGNE - Monument aux Morts pour la Patrie - Oeuvre de M. Réal-dol-Sarte

Européens du Sud progressent (673 Espagnols et 921 Italiens) et l'on voit apparaître les Polonais (672). Ce sont essentiellement les communes agricoles qui absorbent cette population. Dans les communes de plus de 1.000 habitants en effet, le nombre et la part des étrangers diminuent, alors que dans les communes de moins de 1.000 habitants, le nombre des étrangers fait plus que doubler et la part de ceux-ci dans la population passe de 2,35% à 5,66 % et désormais les deux tiers des étrangers vivant dans le département de l'Oise sont installés dans les petites communes. Tout se passe en fait comme si on assistait à un transfert du prolétariat rural d'origine française vers l'industrie, la population étrangère comblant le vide.

Comme le nombre des étrangers, le nombre des personnes nées en dehors du département augmente, elles représentent 33,2 % de la population en 1921.

La guerre a donc amplifié sur le plan démographique les tendances perceptibles depuis plusieurs décennies. L'arrondissement de Senlis poursuit son expansion alors que s'accélère le recul des autres arrondissements. Enfin le département de l'Oise est un département qui attire et la reconstruction nécessaire n'est pas sans conséquence sur cet afflux de nouveaux Oisiens.

### Les destructions

Le poids de la guerre se lit en effet aussi dans le paysage. 162.781 hectares de terres, soit environ le tiers de la surface totale du département, sont à reconstituer dont 160.173 ha à purger de projectiles, 11.421.732 m<sup>2</sup> de fil de fer barbelé sont à enlever, 9.864.968 m<sup>3</sup> de tranchées à combler, 263 com-



munes ont été atteintes et 120 complètement détruites ; 10.086 maisons sont complètement détruites et 9.732 partiellement détruites; 62 écoles, 40 mairies, 64 églises, 25 édifices publics et 32 usines sont anéantis, 86 écoles, 63 mairies, 82 églises, 25 édifices publics et 46 usines gravement endommagés. Cette longue litanie révèle l'ampleur de la tâche qui attend les Oisiens pour reconstituer leur département.

Augé-Laribé estime à 300.700 ha la surface maximum de la zone envahie dans l'Oise et à 183.440 ha la zone longuement occupée par l'ennemi. Celle-ci se décompose en 37.600 ha de bois et forêts, 8.640 ha de territoires non agricole et 137.200 ha de territoire agricole. Toujours selon les calculs d'Augé-Laribé, cela représente 31,4 % du territoire. 11.350 ha sont classés dans la zone rouge qui regroupe les terres profondément bouleversées, 66.250 dans la zone jaune où de grands dommages ont été subis et 59.330 dans la zone bleue où les dégâts sont relativement légers.

À cela s'ajoutent la baisse sensible des rendements et la destruction du cheptel. Les rendements pour le froment sont passés de 28,3 hl à l'hectare en 1913 à 23,9 en 1913 après être descendus à 14 en 1916 et 11,5 en 1917. Il ne reste

plus que 15.000 vaches laitières dans le département en 1918 sur les 45.000 recensées en 1913. Dans le même temps, la quantité de lait expédiée vers Paris chute des deux tiers et passe de 450.000 à 150.000 hl.

L'infrastructure ferroviaire, les routes et les ponts ont aussi beaucoup souffert. Pas moins de 83 ponts ont été détruits.

L'ampleur exacte des destructions comme le coût de la reconstruction sont aussi difficiles à connaître avec précision que le nombre des victimes. Suivant les sources, les chiffres varient et parfois considérablement. On estime à 36.673 le nombre des immeubles à réparer ou à reconstruire à l'armistice et les dommages de guerre à payer au département à 2.412.187.000 F.

**C'est donc un département différent qui sort de la première guerre mondiale. L'économie a été durement touchée mais ce sont les secteurs les plus dynamiques avant guerre qui semblent avoir, sur certains points, tiré bénéfice de cette situation. Même phénomène en ce qui concerne la démographie. La guerre a accentué les cassures, elle a creusé les fossés. Elle a enfin servi de révélateur pour les freins et les blocages.**